

ANATOLY TORKUNOV

Recteur de l'Institut d'Etat des relations internationales de Moscou (université MGIMO)

Merci beaucoup. Je suis originaire de Russie, un pays à la fois européen et asiatique. Nous nous considérons comme une nation eurasiennne. J'aimerais dire quelques mots sur la question qui a beaucoup attiré l'attention ces derniers jours. Je suis la situation en Corée depuis près de 40 ans. J'ai passé mes jeunes années comme diplomate junior à l'ambassade soviétique de Pyongyang. Depuis, je me suis rendu en Corée du Nord à de nombreuses reprises. La dernière fois, c'était il y a un an quand j'ai participé aux festivités organisées pour le centenaire du grand dirigeant Kim Il-sung. Mais je n'oserai pour autant prétendre savoir ce qui se passe en Corée du Nord.

La Corée est un problème très ancien pour la communauté internationale en général et pour l'Asie en particulier. C'est un problème qui reste très vif et le Royaume ermite de la partie Nord de la péninsule a réservé dernièrement certaines surprises de taille. Vous le savez peut-être, la Corée a hérité de ce surnom au Moyen Âge et l'a conservé jusqu'à la seconde moitié du XIX^e siècle. La Corée du Nord reste ce royaume ermite. C'est le pays le plus fermé du monde. Ces derniers temps, nous avons été choqués d'apprendre que l'oncle de Kim Jong-un, Jang Song-thaek, qui s'était montré un fervent partisan et mentor du jeune leader, a été torturé puis exécuté ainsi que nombre de ses subordonnés au sein du parti et de l'armée. Jang Song-thaek était marié à la tante de Kim Jong-un, la sœur adorée de Kim Il-sung. Tous deux ont joué un rôle très important en Corée ces 20 dernières années.

L'élimination de Jang Song-thaek et de ses partisans pourrait donc avoir de lourdes conséquences. Kim Jong-un montre à quel point il est cruel et imprévisible. Son attitude agressive en 2013 et son utilisation de la guerre psychologique à l'encontre de l'Occident pour affirmer sa puissance et imposer des concessions de la part des États-Unis suscitent de fortes inquiétudes. On a espéré, au départ, que ce jeune dirigeant éduqué en Occident (si on considère deux ans en Suisse comme une éducation occidentale) pourrait changer le destin de son pays en le rendant plus pragmatique. Il a suscité de réels espoirs grâce aux actions de RP visant à améliorer sa popularité auprès d'une population quelque peu sceptique. Mais cette aspiration initiale au changement s'est figée à la fin de 2012 et la question d'une évolution possible de la Corée du Nord reste ouverte.

En 2013, le durcissement de la ligne politique a dominé à la fois à l'intérieur, où les répressions se sont accrues, et à l'extérieur, avec une multiplication des provocations et des déclarations agressives. Kim Jong-un peut-il laisser les choses telles que le souhaite la frange la plus ancienne du leadership ? L'objectif stratégique insistant de la Corée du Sud d'absorber la Corée du Nord et le souhait de la Chine de contrôler le régime nord-coréen n'autorisent aucune expérimentation qui menacerait la sécurité du régime. Celui-ci cherche à préserver le leadership et à rénover la monarchie totalitaire. Néanmoins, la pénétration d'informations externes à la Corée du Nord et le développement de relations commerciales rendent cet objectif de plus en plus difficile à tenir. La population a depuis longtemps perdu la foi dans les idéaux du régime et la propagande ne trouve plus d'écho. Le peuple a appris comment contourner les interdictions par la corruption ou les relations interclaniques.

Le régime préserve pour l'heure sa stabilité car, pour la première fois, les autorités ont, dans une large mesure, laissé la population poursuivre ses intérêts économiques et sa vie personnelle, à l'opposé d'une participation aux efforts collectifs, tant que le système n'est pas remis en cause. L'exemple le plus prégnant est l'émergence d'une classe moyenne, initialement à Pyongyang, qui adhère aux nouveaux biens et services de consommation. Les pouvoirs publics tentent d'ignorer ce phénomène plutôt que de le réguler. Il est possible que la part la plus jeune des dirigeants considère cette classe moyenne émergente comme une nouvelle base pour le régime, dont la fidélité doit être cultivée. Ils ne traitent donc pas cette classe moyenne d'une façon répressive. C'est une attitude raisonnable car cette nouvelle classe a quelque chose à perdre et a peur de perdre son statut social en cas de changement de régime ou de réunification. Elle craint toute agitation qui pourrait permettre à la Corée du Sud, considérée comme hostile, de conquérir le pays. Ce qui ne favorise pas la demande pour le changement.

Parallèlement, aucune critique des pouvoirs publics n'est tolérée. Malgré la marge de liberté qui leur est accordée, les habitants ont toujours peur de remettre en question l'ordre des choses car le système répressif de la Corée du Nord a pour prédécesseurs directs le féodalisme et le colonialisme – la population ne connaît simplement aucune autre forme de régime. Néanmoins, pour préserver l'indépendance de l'État nord-coréen, l'élite doit offrir une nouvelle idée nationale, et ne doit pas se contenter de sa survie par le biais d'un renforcement de ses capacités militaires. Il est relativement aisé de rejeter les idées importées du communisme. Le mot a disparu de la constitution nord-coréenne en 2009 et les derniers portraits de Marx et de Lénine ont été ôtés de Pyongyang. J'y ai moi-même assisté il y a un an.

Le Kim Il-sung-isme and le Kim Jong-un-isme ressemblent de plus en plus à des enseignements religieux. Souvenez-vous que Confucius était une personne réelle. Les interprétations de l'héritage pourraient se faire différentes. Pendant longtemps, la réalité économique de la Corée du Nord n'a pas été le stalinisme, comme on l'a souvent supposé. Le secteur public cohabite avec un secteur quasi privé avec la participation d'entités économiques qui appartiennent aux conseils administratifs régionaux du parti, aux services de sécurité et à l'armée. Il existe également des joint-ventures et des zones franches, qui ont bénéficié de nouveaux développements l'année dernière.

Pour la Russie, prévenir, sur ses frontières orientales, un conflit qui pourrait entraîner des changements tectoniques dans sa situation géopolitique, revêt une extrême importance. Malheureusement, on est en droit de s'interroger sur la possibilité d'une dénucléarisation de la Corée du Nord pour le moment. Tout processus diplomatique n'est par conséquent qu'un outil pour couvrir les risques en arrêtant l'amélioration par la Corée du Nord de son arsenal nucléaire et en empêchant toute prolifération. La théorie fondamentale sous-jacente de la politique russe de gestion repose sur une coexistence pacifique au sein de la péninsule coréenne. Ses relations avec la Corée du Nord et la Corée du Sud ne sont pas équidistantes. Il existe des divisions sur la question coréenne au sein des élites russes entre les libéraux, les communistes et les nationalistes. La politique est formée par les modérés et éclairée par le long historique de la Russie en matière d'analyse de la situation, qui remonte au XIX^e siècle et aux 70 années ou quelque d'interaction avec les communistes nord-coréens.

En principe, sur le long terme, un État coréen unifié, qui soit amical et libre de toute domination étrangère, pris en étau entre la Chine et le Japon, pourrait constituer un élément de pondération utile pour la Russie dans cette région cruciale qu'est l'Asie du Nord-Est. Il pourrait également s'avérer très bénéfique en faisant progresser les intérêts économiques de la Russie en Asie et faire de la Russie un acteur significatif dans les sphères de l'énergie et de la logistique ainsi que dans la reconstruction de la Corée du Nord. La Russie soutient par conséquent à la fois la réconciliation interCorée et une unification éventuelle – bien entendu, une unification pacifique est la seule voie que la Russie soutient. Une absorption contrainte de la Corée du Nord par la Corée du Sud pourrait être néfaste pour les deux nations coréennes et pour la sécurité régionale.

Néanmoins, l'effondrement ou le lent déclin de la Corée du Nord n'est pas imminent car le transfert de pouvoir de la troisième génération se déroule de manière fluide. Sur cette base, la Russie ne peut se permettre de se quereller avec son voisin, encore moins de faire pression pour sa chute, quels que soient les sentiments de la Russie à l'égard de la brutalité du régime nord-coréen. La Russie insiste sur le besoin d'impliquer Pyongyang non pas à cause des sentiments chaleureux de Moscou à l'égard du régime ou parce que la Russie souhaite faire progresser ses intérêts, mais simplement parce qu'il s'agit d'une dimension essentielle pour préserver la sécurité à ses frontières. Le calendrier du processus diplomatique pourrait être exhaustif plutôt que concentré uniquement sur le programme nucléaire nord-coréen. Toutes les questions doivent être traitées, y compris la normalisation des relations entre la Corée du Nord et ses voisins et la communauté globale, y compris le Japon et les États-Unis. La Russie en appelle à une approche multilatérale à la question coréenne.

La question la plus ancienne sur l'agenda est de créer un nouveau système de gestion de la sécurité et de la paix dans et autour de la péninsule coréenne. À quoi pourrait ressembler un tel système ? Il est évident que des accords de sécurité strictement bilatéraux avec la Corée du Nord ne fonctionnent tout simplement pas. Citons en exemple les accords signés entre la Corée du Sud et la Corée du Nord lors des sommets de 1992, 2000 et 2007, le contrat-cadre entre les États-Unis et la Corée du Nord de 1994 et les déclarations entre le Japon et la Corée du Nord. Ainsi un accord de paix pérenne implique une construction multilatérale qui intègre les principaux acteurs concernés par la situation, à savoir les deux Corées, la Chine, les États-Unis, le Japon et la Russie. Les Nations unies doivent également servir de superviseur et œuvrer à une proposition d'accord qui pourrait initier un accord de paix.